



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône Alpes  
Unité interdépartementale Drôme Ardèche  
20230426-DEC-DACA0479**

## DÉCISION

en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement après examen  
au cas par cas sur le projet de renouvellement d'exploitation de la carrière  
de sables et graviers déposé par la société MICHEL REVOL sur les communes  
d'EPINOUBE et d'ANNEYRON

La préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** la directive n° 2014/52/UE du 16 avril 2014 du parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°04-1113 du 17 mars 2004 autorisant la société Michel REVOL à exploiter une carrière de sables et gravier et une installation de traitement de matériaux, pour une durée de 20 ans, sur le territoire des communes d'Epinozue et d'Anneyron ;

**VU** la demande de cas-par-cas de renouvellement d'exploitation enregistrée sous le n°2023 0202 déposée complète le 13 avril 2023 par la société Michel REVOL et publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme ;

**CONSIDÉRANT** que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que le gisement a été plus faiblement exploité que prévu dans la demande d'autorisation initiale ;

**CONSIDÉRANT** que cette modification permettra de poursuivre l'exploitation pendant 15 ans ;

**CONSIDÉRANT** que la demande ne porte pas sur une extension de la surface autorisée par l'arrêté préfectoral n°04-1113 du 17 mars 2004 ; que la demande ne conduit pas à une exploitation supplémentaire du gisement ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'exploitation resteront inchangées ;

**CONSIDÉRANT** que la modification ne génère pas de nouvelles nuisances sur la commodité du voisinage (bruit, poussières, trafic routier, etc.) ;

**CONSIDÉRANT** que la production moyenne passe de 60 000 tonnes par an à 43 000 tonnes par an ;

**CONSIDÉRANT** que la remise en état finale est inchangée et de type essentiellement agricole ;

**CONSIDÉRANT** que les documents d'urbanismes des communes d'Epinouze et d'Anneyron sont compatibles avec l'exploitation de carrière ;

**CONSIDÉRANT** que la localisation du projet est à plus de 5 km de la ZNIEFF de type II « Chambrans » et à plus de 8 km de la zone Natura 2000 « Île de la Platière » et n'aura pas d'impact sur ces zones naturelles ;

**CONSIDÉRANT** que les propositions de l'exploitant sont de nature à réduire les incidences potentielles de manière efficace et constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Décision**

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de modification des conditions d'exploiter de la carrière, présenté par la société Michel REVOL, objet de la demande n°2022 0202, n'est pas soumis à **évaluation environnementale**.

### **Article 2 : Autres obligations**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Cette décision ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

### **Article 4 : Publication**

La présente décision sera notifiée à la société Michel REVOL et sera publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

Valence le **10 MAI 2023**

La Préfète

  
Pour la Préfète, et par délégation  
La Secrétaire Générale  
**Marie ARGOUARC'H**